



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

démission du ministre de l'intérieur

Question au Gouvernement n° 1222

Texte de la question

DÉMISSION DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe Les Républicains.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, mardi dernier, vous étiez l'homme le moins bien informé de France.

M. Maxime Minot. Eh oui !

M. Christian Jacob. Votre ministre de l'intérieur était en train de quitter le Gouvernement et vous ne le saviez pas !

M. Gérard Collomb a donc décidé de quitter le navire,...

M. François Cormier-Bouligeon. Vous, ce sont les électeurs qui vous ont quittés !

M. Christian Jacob. ...et devant vous, à l'occasion d'une passation de pouvoir surréaliste, il a fait le constat de l'échec cuisant de votre politique en matière de sécurité. En abandonnant ainsi le Président de la République, il a mis en lumière ce que nous savions déjà, à savoir l'étroitesse, pour ne pas dire le vide, de l'assise politique de votre majorité. Vous savez, monsieur le Premier ministre, quand les premiers soutiens désertent ou n'y croient plus, c'est une bérézina annoncée. (*Applaudissements et « Bravo ! » sur les bancs du groupe LR.*)

M. Guillaume Chiche. C'est un expert qui parle !

M. Christian Jacob. Et ce n'est pas votre capacité à composer un gouvernement qui va rassurer les Français. Depuis une semaine, la tragi-comédie continue, et vous n'arrivez même plus à dissimuler l'affaiblissement du pouvoir exécutif. En quinze mois, ce ne sont pas moins de sept ministres, dont vos trois ministres d'État, qui ont quitté le Gouvernement !

M. Éric Straumann. Et ce n'est pas fini ! Où est Jacques Mézard ?

M. Fabrice Brun. Courage, fuyons !

M. Christian Jacob. Le Président de la République a perdu son autorité et son crédit, et son image personnelle est durement entachée.

Votre politique est un échec. Le chômage, les impôts, le pouvoir d'achat, tous les indicateurs sont au rouge.

(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.) Vous êtes aujourd'hui incapable de proposer un gouvernement crédible à la France, tant c'est le vide autour de vous, monsieur le Premier ministre.

M. Jean-François Parigi. Écoutez la vérité !

M. Christian Jacob. Ma question est donc simple : combien de temps cette mascarade va-t-elle durer, monsieur le Premier ministre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR – Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Éric Straumann. C'est dramatique !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. *(De nombreux députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent.)*

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le président Jacob, vous avez parlé, si je ne me trompe, de l'« étroitesse » de cette majorité politique. Comment vous dire, monsieur le président Jacob ? *(Applaudissements et sourires sur les bancs du groupe LaREM.)* Il se trouve que, dans notre système politique, la majorité est déterminée par des élections. Or le résultat des élections se lit dans la composition de cette assemblée et je ne vois rien d'étroit dans cette majorité. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* Je ne vois rien de fragile dans cette majorité.

M. Éric Diard. Regardez le pays !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Je ne vois rien d'inconséquent dans cette majorité. Je vois au contraire des hommes et des femmes qui ont envie de tenir les engagements qui ont été pris par le Président de la République devant les Français.

M. Thibault Bazin. Les Français n'y croient plus !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Je vous ai écouté avec attention, monsieur Jacob, et j'ai entendu des propos qui me semblent trahir une forme de fébrilité et d'impatience – ce qui ne m'a pas totalement surpris. Mais je veux vous rassurer, monsieur le président : il n'y a, dans cette majorité et dans ce gouvernement, aucune fébrilité, aucune impatience.

M. Aurélien Pradié. Un peu d'humilité !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Nous avons la volonté de tenir les engagements qui ont été pris par le Président de la République et d'assurer la sécurité des Français. J'étais hier soir à Lyon, où j'ai eu l'occasion de rencontrer les ministres de l'intérieur du G6... *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Michel Herbillon. Il n'y a plus de ministre de l'intérieur depuis huit jours !

M. Edouard Philippe, Premier ministrece qui nous a permis d'évoquer les questions migratoires et de voir qu'au-delà des postures, qu'au-delà des positions européennes, il est nécessaire de travailler en commun.

M. Christian Jacob. C'est vous l'imposture ! Vous êtes incapable de présenter un gouvernement !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Je sais, monsieur Jacob, que vous posez des questions et que vous n'écoutez pas les réponses. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Thibault Bazin. Quelle suffisance !

M. Aurélien Pradié. Quelle condescendance !

M. Edouard Philippe, *Premier ministre*. Je ne vous en veux pas, mais j'aimerais aller au bout de ma réponse. Je ne donne aucune leçon.

M. Christian Jacob. Soyez un peu humble, rien qu'une fois ! Essayez ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM – Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. Edouard Philippe, *Premier ministre*. Je prends votre invitation à l'humilité avec beaucoup de bienveillance et comme un encouragement, mais je veux vous dire une chose, monsieur Jacob : nous ne transigerons en rien sur les engagements qui ont été pris par le Président de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Nous mettrons en œuvre la politique que nous avons affichée et sur laquelle nous nous sommes engagés aux élections présidentielles et aux élections législatives. Contrairement à ce que vous indiquez, les Français vont constater, et ils constatent déjà, qu'au second semestre de 2018, ils vont bénéficier d'une augmentation de leur pouvoir d'achat comme ils n'en ont pas connu au cours des dix dernières années. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM - Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Fabien Roussel. C'est faux !

M. Edouard Philippe, *Premier ministre*. Ils vont constater la baisse du chômage, l'attractivité accrue du territoire, le développement des investissements étrangers en France, l'augmentation des moyens pour notre sécurité, que ce soit en matière de défense, de sécurité intérieure, ou de justice.

Ces politiques, nous les assumons et nous les mettrons en œuvre. Et vous verrez, monsieur le président Jacob, les résultats que nous obtiendrons.

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1222

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 octobre 2018](#)